



Précis de Politique

No.14

Favoriser les transitions vers l'économie verte à travers l'apprentissage par l'action dans la Caraïbe

2013

Économie Verte

Résumé

Les crises financières, climatiques et sociales actuelles ont suscité un certain nombre de débats sur de nouvelles voies économiques. Ce précis de politique décrit la façon dont une méthode récente et novatrice d'apprentissage par l'action contribue à ces discussions. Le Groupe Caraïbe d'apprentissage par l'action sur l'économie verte (GAA EV), qui fait suite à un dialogue régional pour une économie verte, a été créé pour aider les gouvernements et les parties prenantes à progresser vers une vision caribéenne de l'économie verte. L'approche du GAA EV est multidisciplinaire, et met l'accent sur la relation profonde et étroite entre les dimensions sociale, environnementale et économique du développement. Cette initiative indépendante, menée par la région de la Caraïbe, vient en complément des processus officiels gouvernementaux et intergouvernementaux auxquels elle est directement liée. Les membres du GAA EV ont été choisis à la fois en fonction de leurs domaines d'expertise et de compétences, et en fonction de leur capacité à être des agents de changement du fait de leurs positions, leurs responsabilités et leurs réseaux. Le processus de recherche permettra de contribuer au changement, tandis que la connaissance proviendra d'actions concrètes.

Explorer le développement de la Caraïbe d'un point de vue 'vert'

Les économies de la Caraïbe ont traversé une période difficile au cours de ces dernières années. Leur dépendance à l'égard des secteurs d'exportation basés sur les ressources naturelles tels que le tourisme et l'agriculture, signifie qu'ils sont perpétuellement vulnérables aux changements économiques mondiaux et aux risques environnementaux tels que les cyclones et à plus long terme, au changement climatique. On constate des cas de violation des limites écologiques due à la surexploitation de certaines ressources, par exemple dans la pêche. L'instabilité économique globale et l'aggravation de la récession ont augmenté considérablement la vulnérabilité. Les taux de pauvreté, d'inégalité et, en conséquence, d'instabilité sociale, sont tous en augmentation, menaçant les progrès des décennies précédentes. Les gouvernements de la Caraïbe et les autres acteurs du développement, face à la diminution des revenus, ont du mal à répondre à ces enjeux.

Ayant connu l'adversité tout au long de leur histoire, les peuples de la Caraïbe ont appris à s'en servir pour innover et pour explorer de nouvelles orientations. Compte tenu des liens étroits qui existent entre les ressources naturelles et l'histoire, l'économie politique et la culture de la région, il n'est pas surprenant que certains de ces débats

s'articulent autour des idées et des concepts de « l'économie verte ». A la Barbade, par exemple, une étude récente a dressé un état des lieux de l'économie verte et nombre de ces recommandations sont actuellement mises en œuvre par le gouvernement. Au niveau régional, la Communauté des Caraïbes (CARICOM), en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUE), est sur le point de lancer une initiative pour appuyer les processus pour une économie verte au sein des Etats membres. Un dialogue multipartite au niveau régional, mis en place en 2010 par la société civile, a maintenant intégré une approche d'apprentissage par l'action. Ce précis politique présente cette dernière - une initiative du Groupe Caraïbe d'apprentissage par l'action sur l'économie verte (GAA EV) qui travaille sur la façon dont les transitions vers une économie verte dans la région peuvent aider à atteindre des objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Relever le défi d'une économie verte inclusive

Le terme d'économie verte est rapidement devenu important dans le jargon du développement, un terme qui a des significations différentes pour différents publics. Pour beaucoup, il représente le potentiel des infrastructures à faibles niveaux d'émissions de carbone, des énergies

Le travail de recherche objet de ce précis de politique a été financé en partie par UK aid, du gouvernement britannique. Toutefois, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux du gouvernement britannique. Ce précis a été rédigé par Tighe Geoghegan avec le soutien de Nicole Leotaud, de CANARI, et de Steve Bass, de l'IIED, qui est également Conseiller pour le programme Economie verte de CANARI. Sont aussi remerciés les membres du Groupe Caraïbe d'action par l'apprentissage sur l'économie verte, en particulier McHale Andrew, Cletus Springer et Michael Witter, pour leurs contributions.



renouvelables, de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, et des écoproduits. Cependant, ce scénario de « croissance verte » - essentiellement l'élargissement du secteur des biens et services écologiques de l'économie pour la création d'emplois et le potentiel de générer des revenus – n'a pas été adopté par tous. Un intense débat international a lieu entre ceux qui perçoivent l'économie verte comme un mécanisme puissant permettant de stimuler la croissance de l'économie actuelle, et ceux qui veulent une économie entièrement nouvelle, qui résulterait en un équilibre entre les aspects sociaux, environnementaux et économiques du développement.

L'un des résultats de ce débat a été le changement dans la rhétorique des agences internationales de développement, avec le mot « inclusive » qui est maintenant parfaitement associé aux termes « économie verte » et « croissance verte ». Cependant, il existe encore peu de connaissances factuelles sur la façon de réaliser une vision économique verte et inclusive. L'accent est mis sur la croissance, sans doute avec l'espoir que les avantages sociaux en découleront naturellement. Les acteurs internationaux tels que le Global Green Growth Institute, PricewaterhouseCoopers et McKinsey and Company, formulent des cadres d'analyse pour l'étude des technologies de réduction des émissions de gaz à effet de serre à plus faibles coûts, et des moyens d'attirer le climat financier au niveau mondial. Bien que ces questions soient importantes, elles ne peuvent fournir que des réponses partielles aux problèmes fondamentaux de développement auxquels sont confrontés les pays de la Caraïbe, et n'offrent pas tous les éléments nécessaires à la réflexion et à une stratégie nationale sur l'économie verte. A travers le renforcement de son programme de recherche et de son programme de travail sur les visions de développement de la Caraïbe, le GAA EV vise à produire des connaissances sur la façon dont on peut concevoir des voies vers l'économie verte, pouvant intégrer et simultanément atteindre des objectifs sociaux, environnementaux et économiques.

Passer du dialogue à l'apprentissage par l'action

Le GAA EV a trouvé son origine lors d'un « dialogue » sur l'économie de la Caraïbe, et fait partie d'une série de dialogues nationaux et régionaux mis en œuvre par des organisations locales sous la bannière d'un réseau d'OING, la Green Economy Coalition (Coalition sur l'économie verte). Le dialogue sur la Caraïbe a été organisé par l'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (CANARI) en collaboration avec l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) ainsi que plusieurs partenaires de la Caraïbe. Le dialogue a rassemblé les points de vue des diverses parties prenantes informées de la Caraïbe, notamment des économistes, politiciens, hauts fonctionnaires, environnementalistes, acteurs du développement social, leaders communautaires,

experts dans les principaux secteurs économiques, et dirigeants du secteur privé et du monde du travail. Lors d'un atelier au début de l'année 2011, ces points de vue ont été compilés en une ébauche de document de déclaration de « prise de position » énonçant la vision d'une « économie verte et résiliente » ainsi que les possibilités d'avancer dans cette direction. Le document a également noté la nécessité de « recherches et d'une base de données solides, pour comprendre les causes sous-jacentes des problèmes et trouver des solutions efficaces et efficientes ».

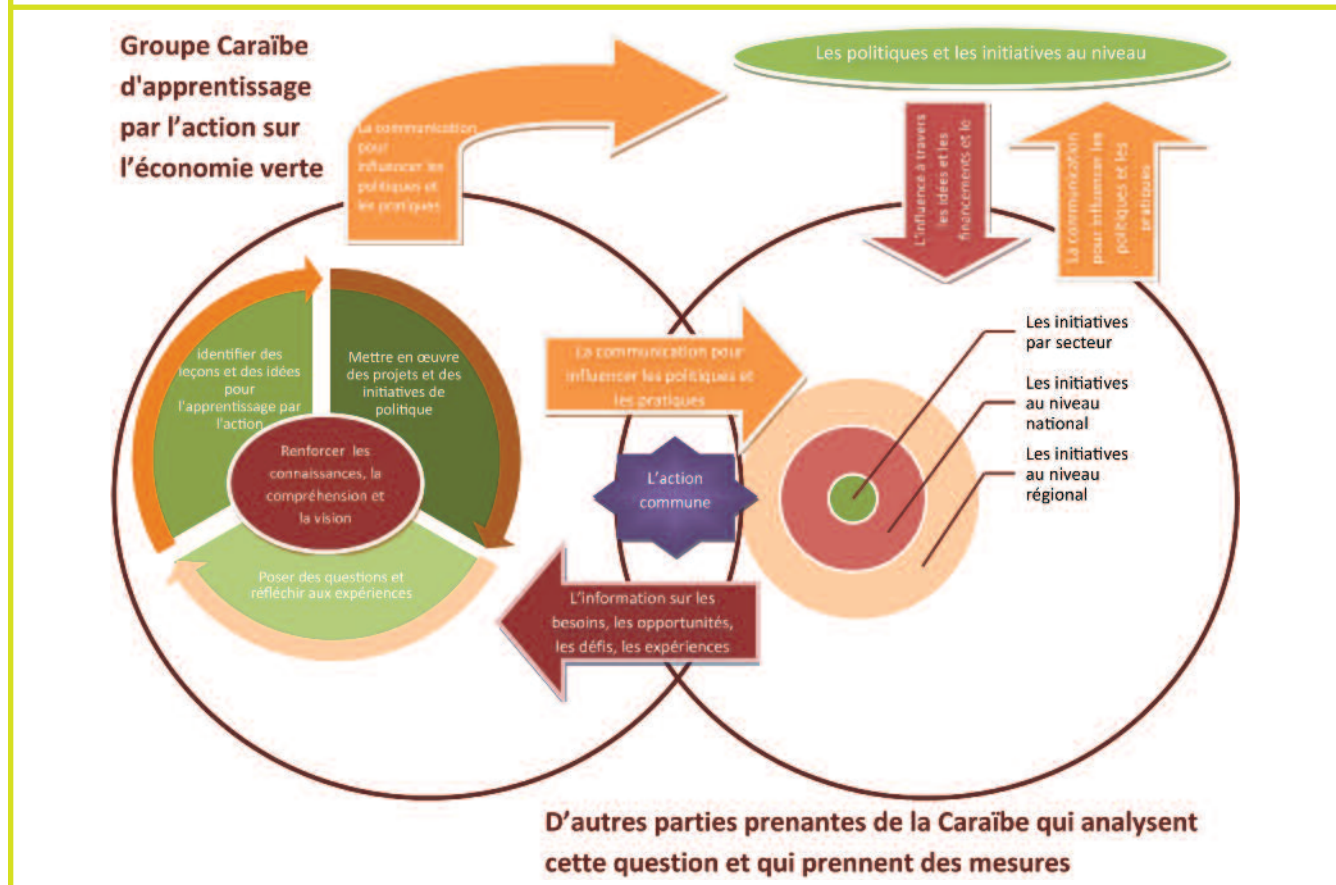
Au cours des mois qui ont suivi l'atelier, CANARI et ses partenaires régionaux ont largement partagé les résultats du dialogue sur la Caraïbe, en participant à d'autres consultations nationales et sectorielles, à des conférences et des débats de haut niveau. Cependant, selon CANARI, afin de progresser vers la vision proposée, il serait encore plus important de produire des connaissances nouvelles nécessaires pour atteindre cette vision. CANARI a proposé une approche de recherche à travers « l'apprentissage par l'action », une approche utilisée efficacement dans d'autres aspects de son travail.

L'approche adoptée est celle de l'apprentissage par l'action, qui implique la participation structurée d'agents du changement dans un cycle de recherche, de planification et d'action à travers des situations « réelles », afin de : faciliter à la fois la résolution pratique de problèmes et la réalisation du changement ; développer la connaissance et la compréhension ; et renforcer les compétences des parties prenantes impliquées. Les groupes d'apprentissage résolvent des problèmes complexes en réunissant leurs diverses disciplines et expériences, en posant des questions « inédites », en testant de nouvelles approches, en réfléchissant aux résultats et aux leçons, et en développant de nouvelles questions et approches avant de procéder finalement à l'analyse des leçons et des recommandations (voir Figure 1). L'apprentissage par l'action peut produire un changement réel, à travers la recherche elle-même, et cette approche est parfaitement adaptée aux défis multidimensionnels qui nécessitent la mise en commun des connaissances.

Composé au départ d'un « groupe principal » d'experts intéressés, la composition du GAA EV a évolué depuis sa création pendant la phase de dialogue. Aujourd'hui, le groupe comprend une vingtaine de membres de toute la Caraïbe, ayant une expertise dans des domaines tels que la macroéconomie, l'urbanisme, le tourisme, l'agriculture, le développement rural, le genre et le changement climatique. Tous les membres ont des positions qui leur permettent de mettre en œuvre ou d'influencer le changement, et nombre d'entre eux sont déjà engagés dans des initiatives de travail qui peuvent servir de matière à l'apprentissage par l'action.

Idéalement, les membres du GAA EV auraient dû se réunir pour formuler un programme de recherche. Cependant, avec un budget de démarrage restreint, il a été

Figure 1. Stratégie de fonctionnement du GAA EV. Source : CANARI



nécessaire d'adopter une approche progressive. Une ébauche du programme global de recherche a été produite, qui identifie les lacunes les plus pressantes en termes de connaissances, identifiées au terme de consultations et entretiens avec les membres. Les principaux thèmes de recherche qui ont été identifiés sont :

- la structure et les caractéristiques de l'économie : comment effectuer le passage vers des voies vertes et inclusives ?
- les avantages potentiels d'une économie verte : quelles sont les possibilités de contribuer à la réduction de la pauvreté, l'emploi et l'inclusion sociale ?
- le pilotage de la transition : comment renforcer les capacités de leadership et des institutions pour la collaboration intersectorielle ?
- mesurer le progrès : quels sont les objectifs et les indicateurs du développement durable et les alternatives au PIB qui seraient les plus pertinents et applicables à la région ?
- la politique sociale : comment aborder la protection sociale dans une économie verte ?
- l'énergie : comment rendre plus durables et plus résilientes les stratégies énergétiques nationales et secto-

rielles ?

- les économies locales : quelle place accorder aux petites, moyennes et micro-entreprises (PMME) et à l'activité économique informelle dans une économie verte, et comment renforcer leur rôle ?
- le commerce : comment la transition vers l'économie verte peut-elle réduire la dépendance au commerce et créer de nouveaux marchés pour l'exportation ?

De l'apprentissage par l'action à la réalisation de changements : priorités et opportunités

Les expériences et initiatives présentes et passées fourniront de la matière permettant de commencer à explorer un grand nombre de ces thèmes de recherche. Quelques priorités se démarquent, qui réclament une attention immédiate, principalement du fait de leur potentiel à poser les bases pour les transitions vers l'économie verte, mais aussi en fonction des opportunités immédiates qu'elles représentent en termes de changements concrets grâce à l'apprentissage par l'action. Il s'agit notamment de :

1. La conception de plates-formes « inclusives » pour la collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et la société civile pour bâtir des économies vertes. Dans la Caraïbe, ce sont

principalement les gouvernements qui s'intéressent à l'économie verte. Cependant, la construction d'une économie verte inclusive repose sur des visions et des objectifs communs et sur un engagement réel de la part de toutes les parties prenantes, en faisant le lien, pour la première fois peut-être, entre le développement social, le développement durable, et les mesures de politique économique. Bien que l'expérience dans la formulation de politiques et dans la prise de décisions inclusives soit limitée dans la Caraïbe, il existe certaines expériences dont on peut s'inspirer. Ainsi trouve-t-on des institutions à multi-parties prenantes à la Barbade et à Grenade qui depuis longtemps apportent des conseils politiques sur le développement économique (Barbade) et sur le développement durable (Grenade), et qui ont obtenu des résultats assez significatifs. Il semblerait donc possible d'intégrer les questions de politiques de l'économie verte à ces deux plates-formes et de suivre leur impact sur les deux secteurs concernés. À travers ses membres, le GAA EV peut voir comment l'apprentissage est partagé et peut faciliter le soutien des capacités entre pays.

2. L'intégration des principes du 'triple résultat' (économique, social et environnemental) au niveau des investissements publics et privés et de la redevabilité. En règle générale, les économies vertes génèrent un flux durable et équilibré de bénéfices aux niveaux environnemental, social et économique. Cependant, dans la Caraïbe, l'expérience pratique en ce qui concerne les approches du « triple résultat » dans la prise de décisions d'investissement est quasi nulle et les gouvernements aussi bien que les entreprises auront besoin de lignes directrices sur la façon de « mesurer les impacts réels » et sur les incitations pour commencer à adopter de telles mesures. Afin de soutenir ce processus, le GAA EV pourrait développer, tester et démontrer des méthodes efficaces et rentables du 'triple résultat'. La possibilité de collaborer avec la société nationale de promotion de l'investissement à Sainte-Lucie, qui voudrait développer des outils d'évaluation sur les investissements basés sur le 'triple résultat', existe aussi. Une initiative à Trinité-et-Tobago qui vise à intégrer les coûts et les avantages des services écosystémiques dans les cadres de planification nationaux offre également des possibilités d'apprentissage. Grâce à la collaboration avec l'IIED, davantage de possibilités existent pour échanger des méthodes et des expériences avec d'autres régions.

3. Stimuler et soutenir les PMME durables. La majeure partie de la main-d'œuvre de la Caraïbe, à la fois rurale et urbaine, travaille dans les petites, moyennes et micro entreprises (PMME). Ce sont des agriculteurs, des pêcheurs, des colporteurs, des hôteliers, des chauffeurs de taxi, des petits artisans et bien d'autres. Beaucoup de ces entreprises ont déjà généré des bénéfices sociaux et environnementaux, et quasiment toutes peuvent avoir des impacts positifs dans ces domaines. Cependant, ces entreprises sont beaucoup moins valorisées que les secteurs de haute technologie tels que l'énergie solaire et éolienne, où les opportunités pour

les travailleurs pauvres et sans formation ainsi que les possibilités d'effets multiplicateurs locaux de triple résultat, sont moindres. La région possède une certaine expérience en matière de soutien aux petites et micro entreprises durables, que le GAA EV pourrait utiliser pour identifier comment renforcer ces secteurs, tout en encourageant des pratiques vertes et inclusives.

Tous les efforts à mener mentionnés ci-dessus vont également pendre en compte le contexte des interventions et la nécessité de renforcer les droits de la personne humaine, les institutions et les avantages qui encouragent des approches plus inclusives et plus écologiques de l'activité économique. Ceci contraste avec l'approche basée sur la technologie et sur des projets, une approche qui caractérise les initiatives d'économie verte dans de nombreux autres pays.

Dans un paysage mondial de plus en plus encombré par de grandes initiatives internationales et gouvernementales, cette approche novatrice indigène pourrait être unique en son genre. Elle offre des opportunités valables d'apprentissage par l'action ainsi que des mécanismes de partage et d'apprentissage avec les utilisateurs potentiels, à la fois au niveau régional et au niveau mondial. Pourtant, même en s'appuyant sur le matériel déjà offert par les membres du groupe et par le réseau plus large des partenaires, le GAA EV devra relever le défi de mener à bien son ambitieux programme avec les ressources limitées disponibles. La mobilisation de soutiens au processus est donc sa première priorité.

Caribbean Natural Resources Institute

L'Institut Caraïbe des Ressources Naturelles (*Caribbean Natural Resources Institute, CANARI*) est une organisation technique régionale à but non lucratif qui travaille depuis plus d'une vingtaine d'années dans la Caraïbe insulaire. Notre mission est de promouvoir et de faciliter une participation équitable et une collaboration effective dans le cadre de la gestion des ressources naturelles essentielles au développement des îles de la Caraïbe, de façon à ce que les populations bénéficient d'une meilleure qualité de vie et que les ressources naturelles soient conservées, par le biais de l'apprentissage par l'action, la recherche, le renforcement des capacités et la promotion de partenariats régionaux.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)
Fernandes Business Centre
Building 7, Eastern Main Road,
Laventille, Trinidad. W.I.
Tel: (868) 626-6062 • Fax: (868) 626-1788
Email: info@canari.org • Site web: www.canari.org